Le rôle de l'École française d'Athènes dans l'institution d'une formation de francisants en Grèce, 1897-1930

Loukia Efthymiou

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/dhfles/4298>

DOI : 10.4000/dhfles.4298

ISSN : 2221-4038

Éditeur

Société Internationale pour l'Histoire du Français Langue Étrangère ou Seconde

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2015

Pagination : 121-136

ISSN : 0992-7654

Référence électronique

Loukia Efthymiou, « Le rôle de l'École française d'Athènes dans l'institution d'une formation de francisants en Grèce, 1897-1930 », *Documents pour l'histoire du français langue étrangère ou seconde* [En ligne], 55 | 2015, mis en ligne le 01 janvier 2018, consulté le 26 mars 2023. URL : <http://journals.openedition.org/dhfles/4298> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/dhfles.4298>

Ce document a été généré automatiquement le 27 mars 2023.

Tous droits réservés

Le rôle de l'École française d'Athènes dans l'institution d'une formation de francisants en Grèce, 1897-1930

Loukia Efthymiou

- 1 Depuis la fondation de l'enseignement secondaire public en 1836 et jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, le français jouissait en Grèce d'un statut exceptionnel, étant la seule langue vivante inscrite dans les programmes d'études officiels. Or, pour diverses raisons d'ordre surtout financier, l'État grec négligea d'organiser une formation initiale destinée aux maîtres chargés de son enseignement et se limita à instaurer au XIX^e siècle un examen et à délivrer, en cas de succès, un certificat d'aptitude à l'enseignement, sorte de simple brevet de capacité en réalité, donnant accès à une nomination dans le secondaire toutefois. Il en résulta la constitution d'un personnel composé dans sa grande majorité d'amateurs incompetents et incapables d'exercer leurs fonctions enseignantes (Efthymiou 2015 : 39-52 ; Antoniou 2012 : 76).
- 2 À la charnière des XIX^e et XX^e siècles, dans un contexte de concurrence franco-allemande accrue dans l'espace balkanique, l'absence en Grèce d'une formation officielle pour francisants, vite associée au faible niveau de l'enseignement donné dans les établissements publics, fut considérée par les milieux de la diplomatie culturelle de l'Hexagone comme un obstacle notable à la promotion de la langue française. Ayant érigé progressivement cette question en enjeu important de leur hégémonie culturelle dans la région, les Français cherchèrent à s'impliquer activement dans les projets des gouvernements grecs concernant le recrutement des futurs professeurs de français.
- 3 La présente étude ambitionne de mettre en évidence le rôle important joué dans ce domaine par l'École française d'Athènes (ÉfA), établissement culturel fondé en 1846¹. Elle s'inscrit, de ce fait, dans une double perspective, relevant à la fois de l'histoire de l'éducation et de l'histoire de la diplomatie culturelle. À travers ce prisme, l'analyse tente, en interrogeant la faillite des projets élaborés entre 1897 et 1930 dans le cadre

d'une collaboration franco-hellénique motivée par des objectifs éducatifs communs aussi bien que divergents, de faire ressortir les rapports de dépendance, de réciprocité et de rivalité entre partenaires culturels sensibles aux enjeux de domination et d'identité nationale (Ory 2002 : 13). Sous ce rapport, l'ouverture en 1930, à la suite de négociations difficiles, de la première structure franco-hellénique de préparation au professorat de français devrait se lire comme le produit ambigu d'un compromis culturel transnational.

1. Premières interventions : une formule de formation provisoire, 1897-1901

- 4 À l'origine de cette évolution fut la décision du ministre de l'Instruction publique Athanasios Eftaxias de solliciter la collaboration de l'École française en vue de renforcer le caractère sélectif de la procédure déjà en place pour le recrutement des maîtres de français, ce qui devait entraîner inmanquablement, pensait-il, la valorisation du certificat délivré par le ministère : le décret du 9 août 1897 institua en effet pour la première fois une commission d'examen mixte, composée, d'une part, de professeurs de la faculté des lettres grecque et, d'autre part, de membres de l'École française d'Athènes. Il va de soi que ce nouveau type de partenariat culturel franco-hellénique inaugura l'implication directe de l'établissement français dans les questions de recrutement et bientôt de formation des professeurs grecs de cette spécialité.
- 5 Concrètement, la commission d'examen s'était tenue dans sa nouvelle composition une première fois en 1897. L'ÉfA y était représentée par deux de ses membres, dont le directeur Théophile Homolle (1890-1903). L'année suivante, alors que le nombre des vacances dans le secondaire public s'élevait à dix, un seul candidat s'y était présenté. Qui plus est, son insuffisance scientifique était telle que le directeur de l'École française, alarmé, lança une enquête, afin de se renseigner sur l'état de l'enseignement du français dans les établissements publics grecs. Les résultats récoltés furent fort décevants. La crise de recrutement et l'absence de professeurs qualifiés menaçaient très sérieusement cette discipline de déclassement. Pour remédier à cette situation, Homolle se vit même obligé d'intervenir personnellement auprès du ministre de l'Instruction publique grec à qui il proposa une formule provisoire de formation – à savoir l'institution de bourses d'études pour la France à l'intention des docteurs de la faculté des lettres désirant se spécialiser dans l'enseignement de la langue française – en attendant qu'une structure officielle fût créée dans un avenir plus ou moins proche (AN/F/17/13597 : rapport, 15-09-1898). Dans un contexte d'intensification de la rivalité universitaire franco-allemande, le directeur inscrivit explicitement ce projet dans une politique de défense de la langue française : le but poursuivi était de former des agents actifs de la culture française, aptes à développer le rayonnement de la francophonie dans les Balkans.
- 6 Eftaxias, sensibilisé à la question² et prêt à s'engager dans une collaboration plus étroite avec la France dans ce domaine, prêta, selon Homolle, une oreille attentive à ses propositions, d'autant plus qu'elles impliquaient dans cette affaire la très prestigieuse École normale supérieure de la rue d'Ulm³. Or, malgré les démarches entreprises, cette initiative resta provisoirement sans suite⁴. En 1900 cependant, le successeur d'Eftaxias, Spyridon Staïs, intéressé, lui aussi, par ce partenariat, réactiva l'accord avec le ministère de l'Instruction publique français. Il n'en buta pas moins sur deux difficultés

majeures : le refus des députés grecs de l'opposition de donner leur aval au décaissement des crédits nécessaires à la création de ces bourses et la longueur de la procédure qui en résulta. Finalement, la sélection des intéressés, opérée par voie de concours, désigna, en janvier 1901 seulement, deux boursiers sur un ensemble de six candidats⁵. Ce sont probablement ces obstacles bien réels qui interdirent par la suite le renouvellement de l'accord avec l'École normale supérieure.

- 7 Il s'agissait là toutefois de l'échec d'une mesure transitoire. Car, déjà avait commencé à germer, parmi les responsables politiques grecs, l'idée de créer une école normale pour maîtres de français (Eftaxias 1899 : 989).

2. Le modèle français d'une école normale pour francisants : 1907-1914

- 8 L'organisation d'une telle institution nécessitait néanmoins, elle aussi, une collaboration étroite avec l'ÉfA, qui disposait grâce à Théophile Homolle des structures adéquates et du savoir-faire pour y contribuer efficacement.
- 9 En effet, ce directeur, désirant accroître dans l'ensemble du Levant l'influence de son pays par la diffusion de la langue française, avait conçu en 1903 la création d'une école laïque. Elle fut finalement fondée en 1907 sous la direction de Maurice Holleaux (1903-1912). Appelée école Giffard, elle incluait dans ses finalités l'ouverture d'une préparation pour les « futurs candidats aux fonctions de professeur de langue française dans les gymnases et les écoles helléniques »⁶.
- 10 Or, ce projet resta en sommeil jusqu'au bref retour d'Homolle à la tête de l'ÉfA en 1912. Ce dernier, ayant toujours au centre de ses préoccupations le renforcement de la vocation enseignante de son établissement dans le but de contrecarrer la progression allemande, s'attacha à rehausser le rôle de l'humble « école primaire » en la transformant en « Institut supérieur d'études françaises »⁷. La conjoncture diplomatique favorable aidant⁸, il envisagea, entre autres, de créer dans ses locaux un « enseignement normal du français » aux frais de son gouvernement. Les études, réservées aux candidats des deux sexes « pourvus des grades requis en Grèce pour enseigner », seraient sanctionnées par le diplôme du nouvel Institut. Ce titre français devait donner droit à un poste dans l'enseignement secondaire public grec. Le projet du directeur prévoyait également pour les premiers classés des études de perfectionnement en France où ils auraient la possibilité de préparer une thèse de littérature française. Ces docteurs, destinés aux établissements secondaires publics de la capitale et des grandes villes, pourraient prétendre également à une carrière universitaire en cas de création d'une chaire de langue et littérature françaises à la faculté des lettres athénienne⁹. Avec la certitude que cette institution contribuerait largement à consolider l'hégémonie de la France en Grèce, du moins sur le plan culturel, Homolle engagea des négociations avec le gouvernement hellénique. Après son départ, en 1913, elles furent poursuivies par son successeur Gustave Fougères (1913-1919) et aboutirent en 1914 à un accord provisoire, qui divergeait cependant sur plusieurs points de celui de Théophile Homolle.

3. Entre projets et réalisation : écarts, obstacles, échecs, 1914-1929

- 11 L'accord de 1914 élaboré entre les gouvernements grec et français¹⁰ prévoyait la création pour la rentrée 1914 d'une école normale de trois ans dispensant une formation organisée à la fois à l'École française et à la faculté des lettres. Visant à prévenir tout monopole français dans ce domaine, cette double référence signifiait la double responsabilité, grecque et française, dans la mise sur pied de la nouvelle structure de formation. Qui plus est, le diplôme de fin d'études assurant une nomination dans l'enseignement public devait être délivré par le ministère hellénique. La partie française, voyant son rôle considérablement diminué dans ce projet, si elle accepta de céder les locaux de l'École française et de mettre à la disposition du gouvernement grec le personnel enseignant nécessaire, refusa de contribuer financièrement à la constitution du budget de la future école normale¹¹.
- 12 Or, la déclaration de la Première Guerre mondiale, les dépenses extraordinaires qu'elle entraîna, la grave crise politique qui aboutit au schisme national ajournèrent la création projetée. Au retour des forces vénizélistes au pouvoir, en 1917, grâce à l'appui de l'Entente, la collaboration universitaire entre les deux pays reprit. Eleftherios Venizélos, premier ministre et grand réformateur libéral, pensa même à assigner à l'École française une mission stratégique : celle de diriger la grande réforme de l'enseignement nécessaire pour faire entrer la Grèce dans l'ère de la modernité¹².
- 13 Dans ce contexte encourageant pour la diplomatie culturelle française, Gustave Fougères engagea des pourparlers avec les nouvelles autorités helléniques dans le but de faire admettre le principe de formation des professeurs grecs par les soins d'une institution culturelle française, l'école Giffard¹³.
- 14 Pourtant, les projets du gouvernement grec étaient tout autres. Il fallut environ un an pour qu'ils se précisassent quant au choix de l'emplacement de la nouvelle école normale, à la planification des études et surtout au rôle assigné aux Français dans son organisation. La loi de création votée en juin 1920 s'inscrivait en effet dans la politique de modernisation du système éducatif prônée par les venizélistes : tenant compte de l'évolution des structures économiques, après la Grande Guerre, qui commandait l'introduction dans les programmes d'études secondaires de l'enseignement obligatoire de deux langues européennes, son promoteur, le ministre Digkas, prévoyait l'ouverture d'une école masculine polyvalente.
- 15 La suppression de l'exclusivité française redéfinissait forcément la place de l'ÉfA au sein du nouveau projet. De principale organisatrice, elle se cantonnait au rôle de simple auxiliaire dont, en plus, les interventions et recommandations, notamment en ce qui concernait le programme d'études, n'étaient pas toujours prises en considération¹⁴. Non seulement la nouvelle structure, à laquelle un pensionnat était annexé, ne devait pas être installée dans les locaux de l'établissement français, mais, de surcroît, elle ne préparerait pas au professorat les seuls francisants. Dès lors, le texte législatif de 1920 ne précisait pas la langue dans laquelle l'enseignement des disciplines tant spéciales que générales serait dispensé. Par ailleurs, l'école normale était placée sous le contrôle du ministère et du Conseil supérieur de l'Instruction publique helléniques : la partie grecque avait ainsi la haute main sur un projet qu'elle finançait d'ailleurs entièrement. Les Français devaient par conséquent se contenter de la direction de l'école, ce qui leur

permettrait tout de même, pensaient-ils, d'une part, d'œuvrer pour obtenir les modifications jugées nécessaires notamment dans les programmes et, d'autre part, de prévenir les « disputes d'influence » une fois les autres sections fondées. Il n'empêche que la loi ne leur réservait pas cette fonction stratégique, puisque, selon ses dispositions, le directeur pouvait être aussi de nationalité hellénique. Enfin, la nouvelle structure n'était pas rattachée organiquement à l'École française, même si cette dernière s'était chargée du choix des professeurs à détacher en Grèce. Du coup, l'établissement français se trouvait exclu de toute prise de décision au sujet d'une structure dont il avait originellement conçu le projet de création. Du moins, la diplomatie culturelle française put empêcher le vote d'une loi portant sur la « fondation d'une école normale de langues étrangères »¹⁵. Cette répartition des rôles et des attributions entre les deux partenaires explique pourquoi les Français accueillirent la nouvelle création avec une satisfaction mitigée¹⁶.

- 16 L'école ne fonctionna jamais toutefois. Projet fort coûteux, il avait vu le jour dans une conjoncture économique et politique très défavorable : les conflits militaires successifs dans lesquels la Grèce s'était impliquée, mais surtout la catastrophe d'Asie Mineure en 1922 devaient changer les priorités des gouvernements grecs et refroidir pendant un certain temps les rapports diplomatiques franco-helléniques.
- 17 Compte tenu de toutes ces circonstances, la politique éducative dans ce domaine fut replanifiée : en mai 1924, le ministère hellénique des Affaires étrangères annonça l'abandon du projet et invita officiellement l'École française à s'engager activement dans l'organisation d'une formation pour francisants. Afin d'accélérer son ouverture, les milieux gouvernementaux grecs se déclarèrent prêts à conclure un accord provisoire avec l'établissement culturel français¹⁷. Les pourparlers du directeur de l'École Charles Picard (1919-1925) avec le ministre de l'Instruction publique Dimitrios Glinos avancèrent au cours de l'été : en juin, le projet de convention entre les parties contractantes était prêt¹⁸. Il ne serait pas exagéré d'affirmer que cette évolution provoqua un véritable enthousiasme dans les milieux diplomatiques français. L'ÉfA se vit, enfin, investie – de droit selon son directeur – d'une mission stratégique par les enjeux mêmes qu'elle impliquait. Elle ne pouvait qu'être couronnée de succès, pensait-il, puisque désormais c'était la France, et non plus la Grèce, qui se portait « garante » de la réalisation du projet¹⁹.
- 18 Malgré les bonnes intentions affirmées de toutes parts, les choses restèrent en l'état pendant quelques années encore. Une constellation de facteurs, dont la « résistance passive » du successeur de Picard, Pierre Roussel (1925-1936), au projet, se trouvent à l'origine de la nouvelle stagnation de l'affaire. Afin de parer à cette fâcheuse situation, le ministre de France en Grèce, Louis Frédéric Clément-Simon, nouvellement arrivé en Grèce, effectua en 1927 les démarches nécessaires pour transformer le cours masculin ouvert à l'Institut supérieur d'études françaises six ans plus tôt – et considérablement développé entre 1923 et 1924 – en « cours spécial destiné aux futurs professeurs »²⁰.

4. Un double compromis : la loi de 1930

- 19 Entre décembre 1929 et janvier 1930, les négociations engagées depuis quelque temps déjà s'intensifièrent : un nouveau projet d'accord fut élaboré par le ministre de France en Grèce et le directeur de l'École française²¹. Malgré l'audace de certaines clauses qui auraient pu provoquer les résistances du gouvernement hellénique²², cette convention

fut acceptée dans ses lignes principales, sans susciter trop de susceptibilités et servit de base à la rédaction du projet de loi déposé à la Chambre grecque par le ministre de l'Instruction publique Georgios Papandréou, en février²³.

- 20 La loi votée en avril 1930 fut le résultat d'un compromis entre la partie française qui voulait monopoliser l'organisation de la préparation projetée et la partie hellénique qui souhaitait toujours avoir la haute main dans ce projet tout en s'assurant du savoir-faire de l'Institut et de l'appui financier du Quai d'Orsay. La loi réussit à concilier ces aspirations conflictuelles en créant une formation ouverte finalement aux deux sexes et divisée en deux cycles bien distincts de deux ans chacun : le premier, comprenant les matières de culture générale enseignées en grec, fut confié à la faculté des lettres athénienne ; le second, consacré aux enseignements de spécialité dispensés en français, était organisé par l'Institut annexé à l'ÉfA. Le cursus en question était sanctionné par des épreuves en français et en grec passées devant un jury mixte composé de professeurs de l'Institut et de la faculté des lettres. Si la commission d'examen était placée sous la présidence du directeur de l'École française, le diplôme de fin d'études était délivré par la faculté hellénique, ce qui est significatif du rôle d'encadrement dont cette dernière était investie.
- 21 Des réserves furent formulées toutefois de part et d'autre. Elles révèlent tant les craintes que les aspirations des deux parties. Aux yeux des universitaires grecs, confier, même partiellement, la formation des maîtres de l'enseignement public à une institution étrangère, paraissait une option qui comportait des risques de nature idéologique²⁴ ; quant au ministre de France en Grèce, il signalait les inconvénients que présentait la tutelle grecque imposée par la loi²⁵. Il n'empêche que tant le Quai d'Orsay que les milieux politiques helléniques accueillirent avec satisfaction cet accord. Tout d'abord, pour ces derniers, la loi de 1930 inscrivait pour la première fois la formation des francisants dans le cadre de l'enseignement supérieur, ce qui est significatif des attentes gouvernementales ; ensuite, pour les Français, elle représentait une victoire diplomatique importante, puisqu'elle réservait à l'Institut supérieur d'études françaises une place qu'aucun autre établissement culturel étranger n'avait conquise jusque-là dans le pays : il devenait pratiquement, sinon une institution d'enseignement supérieur, du moins une sorte « d'annexe de l'Université d'Athènes »²⁶. Contrairement aux projets précédents, cette nouvelle structure fonctionna.

5. Conclusions et évolutions

- 22 De 1898 à 1930, la formation des maîtres de français hellènes revêt un enjeu culturel de taille : considérée par les Grecs comme un vecteur de modernisation et de progrès, elle est perçue par les Français comme un instrument de consolidation de leur prééminence culturelle dans le pays.
- 23 Pendant une période de trente ans, jalonnée de projets délaissés et de tentatives mort-nées, de régressions et d'accélération, l'École française d'Athènes, établissement culturel dont l'une des missions originelles était l'enseignement, joua dans les difficiles négociations, officieuses et officielles, menées avec le gouvernement grec à propos de la création d'une formation pour francisants, le rôle du fer de lance de la diplomatie culturelle française. Ses directeurs, soucieux de contrer l'influence allemande, associèrent un moment le succès de ce projet à la promotion de la politique linguistique française dans la région : ils intervinrent alors pour proposer des formules de

formation et pour prodiguer des conseils, ils conçurent des projets, négocièrent et conclurent des accords. Si celui de 1920 échoua, celui de 1930, aboutissement d'un processus de pondération complexe entre les intérêts souvent conflictuels des deux parties, créa une formation de niveau universitaire ambitionnant de revaloriser le statut d'une matière scolaire ainsi que celui de ses agents ; qui plus est, en inaugurant un nouveau genre de collaboration avec l'État hellénique, cette convention confia le monopole de l'organisation des enseignements de spécialité à l'Institut supérieur d'études françaises.

- 24 Dès lors, une évolution importante s'opéra : cet établissement se substitua à l'École française en tant qu'interlocuteur officiel de la France avec les autorités helléniques sur toute question concernant le « Cours Spécial de préparation au professorat de français » fonctionnant dans ses locaux. La mission qu'il assumait fut, à notre sens, à l'origine de l'épanouissement sans précédent qu'il connut depuis. L'accord bilatéral de 1938 entre la France et la Grèce ne fit que ratifier sa position exceptionnelle dans le paysage culturel grec²⁷ ; cette convention consacrait par ailleurs la vocation archéologique de l'École française. Le développement extraordinaire de l'Institut, son rôle et action bien distincts lui permirent de revendiquer et d'acquérir en 1946 son autonomie administrative. Fort de toutes ces conquêtes, Octave Merlier, son directeur philhellène, voulut transformer unilatéralement le partenariat franco-hellénique dans le domaine de la formation des francisants en monopole français. Or, ses ambitions boulimiques, qui ne manquèrent pas de froisser bien des susceptibilités grecques, conjuguées à la mutation du contexte idéologique et géopolitique, menèrent au début des années 1950 à la perte des prérogatives universitaires françaises en Grèce. Mais cela est une autre histoire.

BIBLIOGRAPHIE

Sources primaires

Archives

Archives Diplomatiques, site de la Courneuve (ADC), Service des Œuvres Françaises à l'Étranger (SOFE) : 188, 190.

Archives Diplomatiques de Nantes (ADN), Athènes, série A : 191, 274, 423, 274 ; Athènes, série B : 58.

Archives Générales de l'État grec (AGÉ) : École normale des langues étrangères 1921-1924, questions générales, fonctionnement, programmes, archives non classées.

Archives Historiques de l'Université d'Athènes (AHUA) : Comptes rendus (CR) des assemblées générales (AG) de la faculté des lettres, tome 15.

Archives Nationales (AN) site de Paris : série F/17, 13597, 13598, 13599.

Centre d'Études d'Asie Mineure (CÉAM) : Archives O. Merlier, D5.

Sources imprimées

Décret-loi 1 608 du 19-12-1938 relatif à la ratification de l'accord concernant les rapports intellectuels et artistiques entre la Grèce et la France, *J.O.*, fasc. A, n° 57, 14-02-39 : 385-389.

EFTAXIAS, Athanasios (1899). « Περί Οργανισμού του Πανεπιστημίου », *Εφημερίς συζητήσεων της Βουλής* [Projet de loi relatif au règlement de l'Université, *Annexe du Journal des débats du Parlement*]. 06.03.1899, Session Α', 15^e période, 1015-1030.

Loi 2 246 du 24-06-1920 relative à la fondation d'une école normale destinée à la formation des professeurs de français, *J.O.*, fasc. A, n° 144, 30-06-1920 : 1330-1332.

Loi 4 595 du 26-04-1930 relative à la formation des professeurs de langue française, *J.O.*, fasc. A, n° 138, 02-05-1930 : 1134.

PANTAZIDIS, Ioannis (1889). *Γυμνασιακή Παιδαγωγική* [Pédagogie de l'enseignement secondaire]. Athènes : Impr. Anestis Konstantinidis.

ZAGOGIANNIS, Dimitris (1889). *Συμβολαί εις αναμόρφωσιν της παρ'ημίν Μέσης εκπαιδεύσεως* [Contributions au remaniement de notre Enseignement secondaire], Athènes : Impr. Alexandrou Papageorgiou.

ZAGOGIANNIS, Dimitris (1891). « Παρατηρήσεις εις το νομοσχέδιον της Μέσης Εκπαιδεύσεως » [Remarques sur le projet de loi de l'Enseignement secondaire]. *Αθηνά* [Athina], t. 3 (1891) : 39-94.

Sources secondaires

ANTONIOU, David (2012). *Δάσκαλοι – καθηγητές της γαλλικής γλώσσας στα ελληνικά σχολεία του 19^{ου} αιώνα. Βιογραφικά και εργογραφικά στοιχεία : Συμβολή στη διδασκαλία και διάδοση της γαλλικής γλώσσας και του γαλλικού πολιτισμού* [Maîtres – professeurs de français dans les établissements grecs du XIX^e siècle. Éléments biobibliographiques : Contribution à l'enseignement et à la diffusion de la langue et de la civilisation françaises]. Athènes : Centre International de Recherche Ésope – La Fontaine.

CHOÏDA, Kondylia (2003). *Το μάθημα των γαλλικών στα ελληνικά σχολεία της μέσης εκπαίδευσης του ελεύθερου κράτους και του έξω ελληνισμού κατά τον 19^ο αιώνα : σκοπός, περιεχόμενο, οργάνωση, βιβλία* [L'enseignement du français dans les écoles grecques du secondaire de l'État libre et des territoires au-delà des frontières du royaume au XIX^e siècle : objectif, contenu, organisation, livres]. Thèse de doctorat, Université Aristote de Thessalonique.

EFTHYMIU, Loukia (2015). *La formation des francisants en Grèce : 1836-1982*. Paris : Publibook.

MANITAKIS, Nicolas (2004). *L'essor de la mobilité étudiante internationale à l'âge des états-nations. Une étude de cas : les étudiants grecs en France (1880-1940)*. Thèse de doctorat, EHESS.

MASTORA, Mariathi-Elisavet (2006). *Η επίδραση της γαλλικής γλώσσας και του πολιτισμού της Γαλλίας στα εκπαιδευτήρια της φιλεκπαιδευτικής εταιρείας από της ιδρύσεώς της (1836) έως τις αρχές του 20^{ου} αιώνα* [L'impact de la langue et de la culture françaises sur les écoles de la Société Philopédeutique depuis sa fondation en 1836 jusqu'aux débuts du XX^e siècle]. Thèse de doctorat, Université nationale et capodistrienne d'Athènes.

ORY, Pascal (2002). « Préface ». In A. Duboslard et al. (dir.), *Entre rayonnement et réciprocité. Contributions à l'histoire de la diplomatie culturelle*. Paris : Publications de la Sorbonne, 11-13.

VALENTI, Catherine (2006). *L'École française d'Athènes*. Paris : Belin.

NOTES

1. Le programme de travail établi par l'ordonnance de sa fondation fixait explicitement comme une de ses finalités l'organisation de l'enseignement du français perçu en tant que moyen de renforcement de l'influence française en Grèce. Des cours dispensés par les « Athéniens » se mirent en place dès 1847 (Valenti 2006 : 28-30). Il n'empêche que l'archéologie représente la principale vocation de l'ÉfA.
2. Des pédagogues et universitaires grecs avaient déjà publié en 1889 des recommandations pédagogiques dans le but d'améliorer le recrutement des francisants. (Zagogiannis, 1889 : 46-48 et 1891 : 67-71 ; Pantazidis 1889 : 167-168. Cf. Efthymiou 2015 : 56 ; Choïda 2003 : 152-154, 307). Dimitrios Zagogiannis notamment devait devenir conseiller pédagogique d'Eftaxias en 1897. Deux ans plus tard, ses propositions furent intégrées dans un projet ministériel ambitieux de réorganisation du paysage universitaire qui prévoyait, entre autres, la création au sein de la faculté des lettres athénienne de sections de langues et littératures étrangères.
3. AN/F/17/13597 : dépêche du directeur de l'Enseignement supérieur français, 12-10-1898 ; note de Théophile Homolle à l'intention du ministre de l'Instruction publique, 12-11-1898.
4. Notre enquête dans les archives n'a dévoilé aucune trace d'un séjour d'études de boursiers grecs à l'ENS en 1898.
5. Il s'agit d'A. Syrigos et Adamandiou. (Mastora 2006 : 458 ; Antoniou 2012 : 339-340). Voir également AN/F/17/13597 : dépêche du ministre de France à Athènes, comte d'Ormesson, 01-02-1901.
6. Cette institution, qui donna un caractère légal aux cours de français dispensés par les « Athéniens » dès 1847, fut fondée grâce à l'attribution du reliquat du legs d'un ingénieur civil, Henry Giffard. V. ADN, Athènes, série A, 191 : brochure de l'école Giffard, 1/14 octobre 1907 ; « Une école primaire française à Athènes », *Journal des Débats*, 23-11-1907 ; « L'enseignement du français dans le Levant », *Le Progrès/H Πρόοδος*, n° 459, 21-10-1907.
7. Ibid., 424 : dossier, école Giffard. Sur les initiatives d'Homolle de mettre en place des structures d'accueil françaises, afin de « défendre l'hégémonie linguistique de la France en Grèce » v. Manitakis 2004 : 321.
8. Les gouvernements francophiles formés par les venizélistes au cours de la décennie 1910 avaient offert un solide appui à la présence française en Grèce.
9. Ibid., 301 : Th. Homolle, Rapport sur l'École Giffard (d'enseignement français), 20-07 1912.
10. Ibid., 274 : doc. n° 17 514, 04-07-1914, signé I. Tsimokos (ministre de l'Instruction publique).
11. Ibid. : note du chargé d'affaires de la République française en Grèce, 08-08-1914.
12. Ibid. : note du directeur de l'ÉfA, 25-10-1917.
13. AN/F/17/13598 : note du directeur de l'ÉfA, 15-10-1917.
14. ADN, Athènes, série A, 423 : projet de loi annoté par Charles Picard, directeur de l'ÉfA. Ce texte est à la fois révélateur de la collaboration étroite développée entre les deux partenaires et éminemment instructif sur les modes d'intervention d'une diplomatie culturelle française soucieuse de maintenir ses positions fortes en matière d'enseignement des langues vivantes.
15. AGÉ, École normale des langues étrangères 1921-1924, questions générales, fonctionnement, programmes, archives non classées : ébauches du projet-loi. De même, le ministre de l'Instruction publique, dans sa note n° 22 610 du 11-06-1919 se référant à la création de la structure en question, écrivait : « École normale des langues étrangères ». Ibid.
16. « La fondation d'une École Normale est très bien venue », notait Picard ; mais il ajoutait : « Projet dans l'ensemble assez vague, et qui laisse beaucoup de questions en suspens, notamment

quant à la situation du directeur français ». Et plus loin : « Encore qu'on puisse se demander s'il n'aurait pas été plus économique pour l'État grec d'envoyer ses futurs professeurs de français faire tout bonnement leurs études en France, études surveillées ! » ADN, Athènes, série A, 423 : texte du projet de loi annoté par Ch. Picard.

17. Ibid., 424 : note verbale n° 14 688 du ministère des Affaires étrangères, 17-05-1924.

18. Ibid. : note de Ch. Picard, 26-06-1924.

19. AN/F/17/13599 : Ch. Picard, « Rapport sur le fonctionnement de l'Institut supérieur d'études françaises à Athènes (fondation Giffard) pendant l'année 1923-1924 », 08-07-1924.

20. ADN, Athènes, série A, 424 : Ch. Picard, « Rapport sur le fonctionnement de l'Institut d'études supérieures françaises à Athènes (fondation Giffard) pendant l'année 1921-1922 », 30-07-1921 : 4 ; AN/F/17/13599 : Ch. Picard, 08-07-1924, doc. cité ; ADC, SOFE 190 : P. Roussel, « Rapport sur le fonctionnement de l'Institut supérieur d'études françaises, annexé à l'École française d'Athènes pendant l'année scolaire 1928-1929 » : 5-6, 25-10-1929.

21. ADC, SOFE 190 : note n° 243 du ministre de France en Grèce, 22-07-1930.

22. Notamment l'article relatif au monopole accordé au diplôme de l'Institut. La formulation de cet article préoccupa particulièrement le directeur de l'ÉfA et le ministre de France en Grèce : « Faut-il proposer l'article tel qu'il a été rédigé pour voir les réactions du Gouvernement grec ? Ou bien est-il préférable de soumettre au ministre grec une rédaction différente et moins précise, par exemple celle-ci : le ministre de l'Instruction Publique en Grèce s'entendra avec le directeur de l'Institut supérieur d'Études Françaises pour assurer la formation des professeurs... » Ibid., 188 : note du directeur, 07-01-1930.

23. Ibid. : note du directeur, 07-01-1930, et du ministre de France en Grèce, 18-01-1930.

24. AHUA, CR, t. 15, AG 7e/15-06-1930 : 144-145.

25. ADC, SOFE 188 : note du 18-01-1930.

26. CÉAM, archives O. Merlier, D5 : « L'Institut supérieur d'études françaises de 1925 à 1935 », 21-11-1935.

27. « Art. 2 : L'Institut d'études françaises d'Athènes [...] a pour mission la formation des professeurs de français et l'organisation de cours de perfectionnement à l'intention des professeurs hellènes de français. » Décret-loi n° 1 608 du 19-12-1938 relatif à la ratification de l'accord concernant les rapports intellectuels et artistiques entre la Grèce et la France, J.O., fasc. A, n° 57, 14-02-39 : 385-389. Cf. ADN, Athènes, série B, 58 : note n° 80, 01-09-1938, du ministre de France en Grèce Cosme au sujet des négociations qui aboutirent à l'accord : « Il était nécessaire en effet que l'Institut pût se développer et aboutit en définitive à l'enseignement supérieur. Nous obtenons là une satisfaction qui me paraît importante ».

RÉSUMÉS

À la charnière des XIXe et XXe siècles, dans un contexte de concurrence franco-allemande accrue dans l'espace balkanique, l'absence en Grèce d'une formation officielle pour francisants, vite associée au faible niveau de l'enseignement donné dans les établissements publics, fut considérée par les milieux de la diplomatie culturelle de l'Hexagone comme un obstacle notable à la promotion de la langue française. Pendant une période de trente ans, jalonnée de projets délaissés et de tentatives mort-nées, de régressions et d'accélération, l'École française d'Athènes, établissement culturel dont l'une des missions originelles était l'enseignement, mena de difficiles négociations, officieuses et officielles, avec le gouvernement grec en vue d'être

chargée de la mission de former les francisants grecs. Le projet français trouve sa réalisation en 1930 dans la loi qui créa la première structure franco-hellénique de préparation au professorat de français et confia le monopole de l'organisation des enseignements de spécialité à l'Institut supérieur d'études françaises, annexe de l'École française d'Athènes.

On the verge of the twentieth century, in the midst of an ever increasing antagonism among the great powers in the Balkans, the absence in Greece of a formal instruction for teachers of French was considered by the French cultural diplomacy as a serious obstacle towards realizing the latter's linguistic political agenda in the area. For thirty years, the French Archaeological School – a cultural institution founded in Greece in 1846 aiming, among other things, to promote the French language through Education – conducted negotiations with the Greek government in order to undertake the responsibility of professionally training Greek teachers of the French Language. This French pursuit was finally realized by the 1930 law, which created the first relevant Greek-French formation structure and assigned the monopoly of organizing specialization courses to the educational branch of the French Archaeological School, the French Institute.

INDEX

Keywords : training of teachers of the French Language, teaching of French, cultural diplomacy, École normale supérieure, French Archaeological School in Athens, French Institute of Athens, University of Athens, Greek-French relations.

Mots-clés : formation de professeurs de français, enseignement du français, diplomatie culturelle, École normale supérieure, École française d'Athènes, Institut français d'Athènes, Université d'Athènes, relations franco-helléniques.

AUTEUR

LOUKIA EFTHYMIU

Université nationale et capodistrienne d'Athènes